



# PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LEGALITÉ

**A R R E T E PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N °BCTE/2022-105 du 12/09/22  
PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES A LA  
SOCIÉTÉ BARBIER ET CIE, LA GUIDE, COMMUNE DE SAINTE-SIGOLÈNE (43600)**

**Le Préfet de la haute-Loire,**

**VU** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er et ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 son titre 1er du livre V ;

**VU** la nomenclature des installations classées ;

**VU** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

**VU** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Eric ÉTIENNE en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

**VU** le décret du Président de la République du 8 novembre 2021 portant nomination de M. Antoine PLANQUETTE en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2022-40 du 23 août 2022 portant délégation de signature à M. Antoine PLANQUETTE, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

**VU** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter une usine de transformation et impression de polymères n°BCTE/2019-167 du 2 décembre 2019 ;

**VU** les demandes présentées les 31 décembre 2021 complétée le 27 juillet 2022 et le 29 avril 2022 complétée le 12 juillet 2022 par la société BARBIER et Cie, dont le siège social est situé à SAINTE-SIGOLENE, en vue de bénéficier de l'antériorité au titre de la rubrique 1510 et de procéder à des aménagements de ses installations ;

**VU** les dossiers déposés à l'appui de ses demandes ;

**VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

**VU** le rapport et les propositions en date du 24 août 2022 de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté porté le 1<sup>er</sup> septembre 2022 à la connaissance du demandeur ;

**VU** les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté, en date du 9 septembre 2022;

**CONSIDÉRANT** qu'en application du décret du 24 septembre 2020, lequel a notamment modifié le libellé de la rubrique 1510 pour limiter les doubles classements, notamment avec les rubriques 1511, 1530, 1532 (hors produits susceptibles de dégager des poussières inflammables qui restent soumis spécifiquement à autorisation), 2662 et 2663, certaines installations du site se trouvent de fait soumises à enregistrement au titre de la rubrique 1510,

**CONSIDÉRANT** qu'au regard des articles L. 181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, les aménagements présentés constituent une modification notable mais non substantielle des installations et activités du site ;

**CONSIDÉRANT** que le porté à connaissance présenté répond aux exigences de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prescrire les mesures nécessaires pour prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L.181-14 du CE ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à l'installation susvisée afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par le présent arrêté doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** que la nature des évolutions du site, par leur caractère non substantiel, ne justifient pas la nécessité de les soumettre à la procédure d'autorisation environnementale, ni de solliciter l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Naturels et Technologiques,

**SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,**

# ARRÊTE

## Article 1 – Identification

La société BARBIER et Cie, sise à « La Guide », commune de SAINTE-SIGOLENE (43 600), qui est autorisée à exploiter sur à cette adresse, des installations de production par extrusion et impression flexographique de sacs et films industriels et agricoles, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

## Article 2 – Activités Classées

Les tableaux de classement figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation BCTE-2019/167 du 2 décembre 2019 sont remplacés par les tableaux ci-après :

Désignation des installations (selon les critères de la nomenclature ICPE)	Volume des activités ou stockages	Rubrique ICPE	Régime
Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Emploi de fluides frigorigènes (R22T régénéré, R134A, R404A et R410A) dans des installations de production de froid au niveau du site (groupes frigorifiques, climatisations) :  Quantité présente : 1412 kg	1185-2-a	DC
Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés. 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	1 poste de distribution de GPL pour remplissage des réservoirs des engins de manutention thermiques (chariots élévateurs)	1414-3	DC
Stockage ou emploi de liquides de point éclair compris entre 60°C et 93°C, à l'exception des boissons alcoolisées. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 100 t.	Stockage et emploi au niveau du process de certains produits présentant ces caractéristiques de points éclair.  Quantité stockée : 1,6 tonne	1436	NC
Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup> Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.	Quantité maximale de matières combustibles stockées en entrepôts = 1 460,55 tonnes Volume global des locaux de stockage concernés = 105 919 m <sup>3</sup>	1510-2b	E
Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Stockage de mandrins en carton au niveau des différentes unités 1, 2 et 3  Volume stocké : 135 m <sup>3</sup>	1530	NC
Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Stockage de palettes bois en vrac  Quantité stockée : 600 m <sup>3</sup>	1532-2	NC

Désignation des installations (selon les critères de la nomenclature ICPE)	Volume des activités ou stockages	Rubrique ICPE	Régime
Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 3. a) Autres unités d'héliogravures, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/an	Utilisation de solvants organiques pour les activités d'impression sur films plastiques par flexographie exercées sur le site  Consommation annuelle : 1 079 t /an  Déclaration de bénéfice des droits acquis du 23/12/2020 (preuve de dépôt : n° A-O-7HJ2MAND6)	1978-3a	D
Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/an  (1) Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation.	Utilisation de solvants organiques ne présentant pas les mentions de dangers du point 4, pour des opérations de nettoyage de surfaces aux chiffons ou au trempé dans des bacs  Consommation annuelle de solvant : 11,6 t /an  Déclaration de bénéfice des droits acquis du 23/12/2020 (preuve de dépôt : n° A-O-7HJ2MAND6)	1978-5	D
Transformation du papier, carton. La capacité de production étant inférieure ou égale à 1 t/j.	Présence de 3 machines de découpe des mandrins cartons et plastiques : 1 machine à l'atelier A de U1, 1 à l'atelier B de U1 et 1 à U3  Capacité de production : 0,5 t/j	2445	NC
Reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles etc. utilisant une forme imprimante. A) Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) supérieure à 200 kg/j	Impression par flexographie : Unité 1 – Atelier B : 3 imprimeuses en ligne Unité 2 : 8 imprimeuses en ligne Unité 3 : 5 imprimeuses (340, 350, 360 de 2011, 330B de 2013 et 310B de 2015)  Quantité de produit consommé : 2500 kg/j	2450- A-a	A
Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a) ou 3230-b). La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant inférieure ou égale à 150 kW.	Atelier maintenance (atelier A de U1) : Machines de travail mécanique des métaux (tour, perceuse, fraiseuse,R)  Puissance installée : 10 kW	2560	NC
Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant inférieure ou égale à 500 l.	Atelier maintenance (atelier A de U1) : Une fontaine biologique ouverte de dégraissage de pièces  Quantité de produit mise en œuvre dans le procédé : 10 litres maximum	2563	NC
Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j	extrusion de granules de polyéthylène et des découpes de bandes (régénération) : U1 (Atelier B) : 9 lignes d'extrusion U2 : 11 lignes d'extrusion  Quantité de matière susceptible d'être traitée : 200 t/j	2661-1-a	A
Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) : 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 2 t/j et inférieure à 20 t/j	Suppression du broyeur de régénération des rebuts de polyéthylène qui était identifié dans le DDAE de 2006 Présence de 2 machines de découpe des mandrins cartons et plastiques : 1 à l'atelier B de U1 et 1 à U3  Quantité maximale transformée par jour : 15 t/j	2661-2-b	D
Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m3	Stockages vrac de granules de polymère (PEHD) :  - Unité 1 (atelier B) = 8 silos de 100 m³ - Unité 2 : 15 silos – 9 de 125 m³ – 3 de 102,9 m³ – 3 de 100 m³ Total silos : 2534 m³  - stockage en sacs sur palettes de granules de polymère (PEHD) sur les zones extérieurs * Matières 1ères/Produits finis N°2 : 1000 m³ * Matières 1ères N°7 : 2816 m³ * Matières 1ères N°8 : 728 m³ Total stockage sacs : 4544 m3	2662-1	E

Désignation des installations (selon les critères de la nomenclature ICPE)	Volume des activités ou stockages	Rubrique ICPE	Régime
<p>Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 10 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Stockages en masse de palettes de produits semi-finis et de produits finis sur palettes filmées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zones extérieures de stockage : MP/PF n°2, PSF/PF n°3, PF n°5 et PSF/PF n°6 : volume maximal de 5210 m<sup>3</sup> avec les hauteurs actuelles et en respectant les exigences l'arrêté Enregistrement 2663 du 15 avril 2010 modifié</li> <li>- Bâtiment de stockage n°4 (préau ouvert sur 2 faces) : maxi 3 000 m<sup>3</sup> (volume maximal de 5 026 m<sup>3</sup>)</li> <li>- création d'une plateforme de 3960 m<sup>2</sup> sur laquelle seront stockées des palettes de produits finis (+ 1 920 m<sup>3</sup>)</li> </ul> <p>Volume susceptible d'être stocké : 12 156 m<sup>3</sup></p>	2663-2-a	E
<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>2 Unité 1 - Bâtiment A :</p> <p>1 chaudière eau chaude au gaz naturel de marque Sapcabloc d'une puissance nominale de 0,59 MW</p> <p>Unité 1 - Bâtiment B :</p> <p>1 chaudière eau chaude au gaz naturel de marque GUILLOT d'une puissance nominale de 1,35 MW</p> <p>Unité 2 :</p> <p>10 aérothermes air chaud au gaz naturel d'une puissance globale de 610 kW + 1 de 97 kW</p> <p>Unité 3 :</p> <p>5 aérothermes air chaud au gaz naturel d'une puissance globale de 290,5 kW</p> <p>groupe motopompe (161 kW) au gazoil non routier (GNR)</p> <p>Puissance thermique nominale globale présente sur l'ensemble du site : 3,1 MW</p>	2910-A-2	DC
<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant inférieure à 50 kW</p> <p><b>(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.</b></p>	<p>38 chargeurs présents dans les différentes unités du site pour une puissance maximale de courant continu de 34,8 kW</p>	2925-1	NC
<p>Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique :</p> <p>2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1</p>	<p>Consommation de solvant : 969 tonnes</p>	3670-2	A
<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 t</p>	<p>Stockage et utilisation de plusieurs huiles de maintenance liquides présentant la classification CLP retenue : Acute Tox. 2</p> <p>Quantité stockée : 0,18 tonne</p>	4120-2	NC
<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 t</p>	<p>Stockage et utilisation de plusieurs encres à base aqueuse liquides possédant les mentions de dangers H301 et/ou H331</p> <p>Quantité stockée : 0,86 tonne</p>	4130-2	NC
<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 15 t.</p>	<p>Atelier maintenance :</p> <p>Stockage et utilisation de plusieurs produits en bombes aérosols présentant la classification retenue et de déchets d'aérosols usagés : Flam Aerosol 1</p> <p>Quantité stockée : 10 kg</p>	4320	NC
<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</p>	<p>Fluides inflammables (diluants cellulose, white-spirit, peintures, déchets) présentant les classifications CLP retenues : Flam. Liq. 2 et Flam. Liq. 3</p> <p>Quantité stockée : 110 tonnes</p>	4331-2	E



Désignation des installations (selon les critères de la nomenclature ICPE)	Volume des activités ou stockages	Rubrique ICPE	Régime
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t.	Stockage et utilisation de substances ou mélanges liquides (encres à l'eau, additifs et colorants) présentant la classification CLP retenue : Aquatic Acute 1 ou Aquatic Chronic 1  Quantité stockée : 13,312 tonnes	4510	NC
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t.	Stockage et utilisation de substances ou mélanges liquides présentant la classification CLP retenue : Aquatic Chronic 2  Quantité stockée : 15,359 tonnes	4511	NC
Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations inférieure à 6 t	Présence d'un réservoir enterré de 5,3 tonnes de GPL pour alimentation des engins de manutention thermiques du site  Quantité totale susceptible d'être présente : 5,3 tonnes	4718-2	NC
Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 250 kg.	Présence de 3 postes de soudage oxygène-acétylène possédant chacun une bouteille d'acétylène d'une capacité unitaire de 6 m3 (soit 6,7 kg)  Quantité totale susceptible d'être présente : 20,1 kg	4719	NC
Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t.	Présence de 3 postes de soudage oxygène-acétylène possédant chacun une bouteille d'oxygène d'une capacité unitaire de 10,6 m3 (soit 14,3 kg)  Quantité totale susceptible d'être présente : 42,9 kg	4725	NC
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : inférieure à 50 t au total.	IBC plastique de 1 m3 de gasoil non routier (GNR) utilisé pour l'alimentation en combustible de l'actuel groupe motopompe Réservoir double-peau de GNR pour l'alimentation du nouveau groupe motopompe diesel du sprinklage (capacité = 455 litres)  Quantité totale susceptible d'être présente : 1,28 tonne	4734-2	NC

Rubrique IOTA	Régime	Désignation des activités (selon les critères de la nomenclature IOTA)	Activités	
2.1.5.0.	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Création d'une plateforme en enrobé bitume de 3 960 m² entre le bâtiment Unité 3 et le bâtiment 4 (préau)	Surfaces imperméabilisées du site = 71 708 m² (soit 7,171 ha)

(1) Régime : A : Autorisation, E : Enregistrement, DC : Déclaration Contrôlée, D : Déclaration  
(2) En application de l'article R.512-55 du Code de l'Environnement ; les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Au sens de l'article R.515-61 du Code de l'Environnement, la rubrique principale est la rubrique 3670 relative au traitement de surface à l'aide de solvants organiques et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au traitement de surfaces utilisant des solvants (Bref STS).

### **Article 3 – Conformité aux dossiers présentés**

Les installations existantes et nouvelles objet du présent arrêté sont réalisées et exploitées conformément aux dossiers et compléments, présentés par l'exploitant, visés ci-avant.

Toute modification dans la configuration de ces installations et dans les conditions de leur réalisation puis de leur exploitation est portée, avant mise en œuvre ou en service, à la connaissance du Préfet de Haute-Loire qui précisera, au vu des éléments transmis, la procédure à laquelle elle sera soumise.

### **Article 4 – Dispositions particulières concernant les stockages de matières combustibles**

#### **4.1 Quantités autorisées au titre de la rubrique 1510**

Les matières premières, produits semi-finis et finis, fournitures et produits de conditionnement, liquides inflammables, fuel oil domestique (FOD) et huiles, stockés dans les bâtiments désignés Atelier 1A / Atelier 1B, cabanon de stockage des encres et Bâtiment 4 comme un groupe unique d'Installations Pourvues de toitures Dédiées au stockage (IPD), sont limitées aux quantités suivantes : 1 460,55 tonnes détaillées comme suit :

<b>Matières combustibles</b>	<b>Tonnage</b>	<b>Volume</b>
matières premières	<b>720 t</b>	<b>1048 m<sup>3</sup></b>
produits semi-finis et finis	<b>695 t</b>	<b>1078 m<sup>3</sup></b>
fournitures et produits de conditionnement	<b>16 t</b>	<b>48 m<sup>3</sup></b>
<b>Liquides inflammables</b>	<b>24,45 t</b>	<b>25 m<sup>3</sup></b>
<b>FOD</b>	<b>0,88 t</b>	<b>1 m<sup>3</sup></b>
<b>Huiles</b>	<b>4,224 t</b>	<b>4,25 m<sup>3</sup></b>

Le volume du groupe d'IPD ainsi considéré s'établit à 105 919 m<sup>3</sup>.

#### **4.2 Dispositions applicables aux locaux de stockage relevant de la rubrique 1510**

Les bâtiments désignés Atelier 1A / Atelier 1B, cabanon de stockage des encres et Bâtiment 4 comme un groupe unique d'Installations Pourvues de toitures Dédiées au stockage (IPD) sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, pour celles applicables aux installations existantes hors rubrique 1510 et régulièrement autorisées au 1<sup>er</sup> janvier 2021 nouvellement classées 1510 et relevant du régime de l'enregistrement. En particulier les installations respectent les annexes VII et VIII de l'arrêté ministériel précité.

#### **4.3 Quantités autorisées pour le nouveau stockage extérieur de produits semi-finis et/ou finis (parcelle AN 228)**

Soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663-2a, ce stockage est limité à un volume de 1 920 m<sup>3</sup> en 3 îlots distants de 10 m au minimum. La hauteur de stockage est limitée à 2 m. Des traçages au sol matérialisent les dimensions horizontales des îlots, un gabarit matérialise la hauteur maximale de stockage.

#### **4.4 Dispositions applicables au nouveau stockage extérieur de produits semi-finis et/ou finis (parcelle AN 228)**

Ce stockage respecte par ailleurs les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations nouvelles, soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2663. Lorsqu'elles sont plus contraignantes, les dispositions spécifiques aux stockages de matières plastiques de l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2019 qui réglemente les activités du site s'appliquent en substitution.

#### **Article 5 – Dispositions particulières concernant la nouvelle zone de stockage et distribution de GPL**

##### **5.1 Conformité des installations au dossier présenté**

Les nouvelles installations de stockage, dépotage et de distribution de GPL sont conformes aux données et plans figurant au porté à connaissance transmis par l'exploitant le 29 avril 2022. Toute modification dans la configuration de ces installations et dans les conditions de leur réalisation puis de leur exploitation est portée, avant mise en œuvre ou en service, à la connaissance du Préfet de Haute-Loire qui précisera, au vu des éléments transmis, la procédure à laquelle elle sera soumise. Le porté à connaissance correspondant sera accompagné des modélisations des effets des phénomènes dangereux qui en seraient modifiées et des cartographies des zones d'effets en découlant.

##### **5.2 Dispositions applicables au nouveau poste de distribution de GPL**

Ce poste est uniquement dédié à l'alimentation des réservoirs des chariots élévateurs du site. Il respecte les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 août 2010 applicables aux installations nouvelles soumises à déclaration au titre de la rubrique 1414-3.

##### **5.3 Dispositions relatives à la zone de dépotage, stockage et distribution de GPL existante**

Les installations existantes sont démantelées à la mise en service des nouvelles installations. Les cuves, postes et réseaux sont dégazés, inertés et évacués dans les règles de l'art par un prestataire spécialisé.

#### **Article 6 – Gestion des eaux pluviales**

Les eaux pluviales du site, y compris l'extension objet du présent arrêté, sont traitées avant envoi dans le bassin d'écêtement/confinement de manière à respecter les valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2019 qui réglemente le site.

Le ou les dispositifs de traitement font l'objet d'un calcul de dimensionnement permettant le respect de ces valeurs limites.

Un point de prélèvement est aménagé sur le site, en amont du rejet vers le bassin d'écêtement/confinement, afin de permettre le suivi de la qualité des eaux pluviales rejetées.

Les études et travaux correspondants sont réalisés pour une mise en service dans le délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.



## **Article 7 – Dispositions relatives aux nouvelles installations de lutte contre l'incendie**

### **7.1 Protection des installations**

Le local motopompe, la réserve d'eau du système d'extinction automatique, et la réserve souple d'eaux d'extinction d'incendie sont placés hors des flux thermiques et de surpression des phénomènes dangereux liés aux installations existantes et nouvelles du site.

### **7.2 Exploitation de la réserve souple d'eaux d'extinction d'incendie**

La réserve souple d'eaux d'extinction d'incendie est équipée des dispositifs réglementaires permettant son utilisation par les services de secours en cas de sinistre.

## **Article 8 – Dispositions applicables pendant la phase de travaux pour l'aménagement des nouvelles installations**

L'exploitant prend toutes dispositions pour maîtriser les impacts sur l'environnement et les nuisances pour le voisinage pendant la phase de travaux.

En particulier, il met en œuvre l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles décrites dans le porté à connaissance présenté le 29 avril 2022.

Il procède dès qu'elle est techniquement possible à la desserte du chantier par les réseaux d'alimentation et d'évacuation nécessaires à la protection de l'environnement naturel et humain du site.

## **Article 9 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand:

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;  
2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **Article 10 – Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de SAINTE-SIGOLENE et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la même mairie pendant une durée minimum d'un mois ;  
procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 11 – Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, le Sous-préfet de l'arrondissement d'YSSINGEAUX, le Directeur départemental des territoires de La Haute-Loire, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BARBIER.

Le Puy en Velay, le 12 septembre 2022

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



ANTOINE PLANQUETTE